

subsidaire et temporaire. Subsidiaire parce qu'elle n'est que complémentaire à l'aide d'un canton ou d'une commune, et temporaire parce qu'elle peut être limitée dans le temps.

En commission, le directeur de l'Office fédéral du logement nous a informés du coût d'une telle aide. Dans l'hypothèse où l'aide serait accordée, le coût serait de l'ordre de 400 millions de francs si le loyer dépasse la limite de charge d'environ 35 pour cent. Si le taux est supérieur ou inférieur, le coût sera modifié en conséquence vers le haut ou le bas.

Dans la situation actuelle où le taux hypothécaire et, partiellement, les loyers aussi sont à la baisse, une telle aide est-elle encore nécessaire? Avec la baisse de la conjoncture, certains salaires ont également été revus à la baisse. En outre, l'inflation a fortement augmenté le coût de la vie. Des cas de rigueur sociale existent donc toujours.

L'idée des contributions a fait du chemin. Le canton de Berne a voté une motion mais, au vu de ses finances, il n'a pas encore concrétisé cette aide. En Suisse, certaines communes l'ont introduite, ainsi, par exemple, Villars-sur-Glâne, et cette aide est déjà pratiquée en Allemagne et aux Pays-Bas. Nous avons été informés par le représentant de l'administration que l'enquête et l'étude du Conseil fédéral se poursuivent. Si le régime des loyers est adapté à l'offre du marché et devient un système de «Marktmiete», les cas de rigueur seront, en tout cas au début, plus nombreux, de sorte que la contribution pourrait être un moyen d'atténuer les effets de rigueur. Ces contributions, sous forme d'aide au loyer et aux intérêts hypothécaires, restent donc d'actualité.

L'étude étant encore en cours, le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat. Personnellement, je suis opposé à une telle transformation, mais la commission, auteur de la motion, dans sa majorité, a accepté la transformation. La commission accepte donc la transformation en postulat.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: L'éventuelle introduction d'une aide liée à la personne ne doit pas être réalisée de manière isolée. Je veux dire par là qu'il faut l'intégrer dans le cadre de la politique du logement et du sol, que le Conseil fédéral élabore non sans peine – ni sans retard, disons-le –, tant sont nombreuses les composantes de cette politique de demain, et tant sont réparties les compétences dans ce domaine, notamment entre le niveau fédéral et le niveau cantonal.

Nous avons conduit cette étude au point que les groupes d'experts qui doivent rapporter cette année seront à même de nous fournir leurs propositions au mois de juin. Nous pensons que ce n'est que lorsque nous pourrions réellement, au niveau du Conseil fédéral, faire l'examen global de la situation, élaborer des conceptions d'ensemble et les soumettre au Parlement qu'il sera possible de se déterminer sur la valeur de telle ou telle proposition, et en particulier sur celle-ci.

Un a priori sous la forme d'une motion, à ce titre, serait sans doute excessif, car il signifierait que le Conseil fédéral est lié à la mise en place d'une telle disposition, quels que soient les résultats auxquels parviennent les groupes d'experts et lui-même ensuite, après réflexion. C'est excessif, et c'est mettre la charrue avant les boeufs. C'est la raison pour laquelle la formule du postulat est mieux adaptée à ce type de procédure et de réflexion, assuré que vous êtes, Monsieur Cottier – à titre personnel, puisque la commission l'est déjà, semble-t-il, à titre collectif –, que le Conseil fédéral étudiera l'ensemble et que, dans cet ensemble, une telle proposition fera l'objet de son examen.

Permettez-moi d'ajouter, quant à la substance maintenant et non plus quant à la méthode, que les circonstances économiques dans lesquelles a été conçue l'initiative parlementaire, transformée par la suite en motion, se sont évidemment heureusement modifiées. Je n'en tire pas un cocorico définitif, car si actuellement la tendance est bonne, grâce à la baisse des taux d'intérêts, si nous nous trouvons donc en présence d'une situation moins aiguë qu'au moment où l'on s'est penché sur ces problèmes, il n'empêche que je ne réponds pas de l'évolution à plus long terme et que la réapparition de facteurs de renchérissement peut fort bien intervenir, non pas à court terme où nous pouvons avoir quelque tranquillité, mais à plus long terme.

J'ajouterais encore une deuxième considération quant à la substance, à savoir la part que prend la Confédération dans la construction de logements, grâce à ses différents systèmes d'aide. Il y a une heure environ, le Conseil national a entériné les propositions faites hier par votre conseil en matière de rallonge à l'aide fédérale au logement, en y ajoutant les fameux 50 millions de francs au titre des programmes d'occupation immédiate. De ce point de vue-là et avec les moyens habituels de la Confédération en matière d'aide au logement, on aura probablement dépassé le 30 pour cent du parc de logements construits en Suisse cette année et peut-être au début de l'année prochaine avec l'aide de la Confédération. C'est énorme, cela dépasse les cotes habituelles d'une économie libérale. Cela a été fait sous l'empire de la nécessité et des dispositions très momentanées, je veux le croire, que nous vivons en matière de marché du logement. Il est évident que, sous une forme autre que celle visée par la commission, j'ose dire qu'aujourd'hui, au total, la Confédération fait plus que sa part pour le soutien à la construction de logements. Cela n'empêche pas qu'elle puisse diversifier ses méthodes, sans pour autant dépasser de nouveau ce plafond, tout à fait exceptionnel, je vous l'accorde volontiers. Cette remarque, Monsieur Cottier, n'avait pour but que d'insister ici, devant votre conseil et en public, sur le fait que, dans les temps actuels et en dépit de la précarité de ses finances, la Confédération fait un effort de soutien à la construction de logements qu'elle n'a encore jamais fait à un tel degré depuis l'institution des règles et des lois qui précisent l'aide que la Confédération apporte à la construction de logements.

Voilà quelques considérations de substance qui s'ajoutent aux considérations de forme que j'ai faites tout à l'heure et qui militent nettement en faveur de la transformation de cette motion en postulat.

Ueberwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

92.3373

Interpellation Plattner

Die Schweiz als neues Mitglied der Weltbank. Wie stellen wir uns zum Narmada-Projekt?

Attitude de la Suisse, en tant que nouveau membre de la Banque mondiale, face au projet Narmada?

Wortlaut der Interpellation vom 21. September 1992

An der Jahresversammlung vom 22. bis 24. September gibt die Schweiz ihren Einstand als Mitglied des IWF und der Weltbank, voraussichtlich mit je einem Sitz in den entsprechenden Exekutiven. Darüber bin ich als kritischer Befürworter des Beitritts erfreut.

Die Schweiz hat sich verpflichtet, sich in diesen Institutionen für soziale und ökologische Reformen einzusetzen. Diese Verpflichtung ist im Beitrittsgesetz verankert und war eine wichtige argumentative Stütze für die Beitrittsbefürworter im gewonnenen Abstimmungskampf.

In diesem Zusammenhang ist das sogenannte Narmada-Projekt ein wichtiger Testfall für unser Verhalten als Mitglied der Weltbank. Der Sardar-Sarovar-Damm am westindischen Narmada-Fluss zählt zu den grössten und umstrittensten Projekten, welche die Weltbank gegenwärtig finanziert. Ein 370 Quadratkilometer grosser Stausee soll der Bewässerung, der Trinkwasserversorgung sowie der Stromerzeugung dienen. Mindestens 100 000 Menschen müssen umgesiedelt werden; Bewässerungskanäle von insgesamt 75 000 Kilometer Länge werden zusätzlich rund 140 000 Menschen betreffen. Der erbitterte Widerstand der lokalen Bevölkerung führte den Wel-



bankpräsidenten vor einem Jahr dazu, eine unabhängige Untersuchungskommission einzusetzen mit dem Auftrag, der Weltbank Verbesserungsvorschläge zu den Umsiedlungen und zur Umweltverträglichkeit vorzulegen.

Vor drei Monaten veröffentlichte diese Kommission ihren Bericht. Laut einer Mitteilung der Erklärung von Bern und von Greenpeace kam dieser zu vernichtenden Ergebnissen. Als Schlussfolgerung soll die Kommission die Weltbank aufgefordert haben, vom Projekt zurückzutreten und es von Grund auf neu zu beurteilen, da bisher die Anliegen der Ingenieure weit mehr Gewicht gehabt hätten als jene der betroffenen Menschen und der Umwelt.

Ich frage den Bundesrat an, ob er die zitierten Berichte als korrekt bestätigt, ob er die Beurteilung der beiden Organisationen teilt und was er zu tun gedenkt, um beim Narmada-Projekt die Stimme der Schweiz im Exekutivrat der Weltbank gemäss den im Beitrittsgesetz formulierten Bedingungen und den Versprechungen im Abstimmungskampf geltend zu machen.

Texte de l'interpellation du 21 septembre 1992

Lors de l'assemblée annuelle du 22 au 24 septembre, la Suisse fera son entrée au FMI et à la Banque mondiale; elle occupera probablement un siège dans les conseils législatifs de chacune de ces organisations. Comme j'ai été un partisan de cette adhésion tout en gardant mon esprit critique, je me réjouis de cet événement.

La Suisse s'est engagée à encourager, au sein des ces institutions, les réformes sociales et les mesures d'ordre écologique. L'engagement qu'elle a pris est inscrit dans la loi prévoyant notre adhésion et a constitué un argument de poids pour les partisans de celle-ci; il a ainsi contribué à l'heureuse issue de la campagne de votation.

A cet égard, le projet dit de Narmada est un test important pour l'attitude que nous allons adopter au sein de la Banque mondiale. Le barrage de Sardar Sarovar, en construction sur le fleuve Narmada dans l'ouest de l'Inde, est l'un des plus grands projets que finance actuellement la Banque mondiale, mais aussi l'un des plus contestés. Il est prévu de créer un lac de retenue de 370 kilomètres carrés pour assurer l'irrigation des régions avoisinantes et leur approvisionnement en eau potable, ainsi que la production de courant électrique. Cependant, il faudra déplacer au moins 100 000 personnes et des canaux d'irrigation d'une longueur totale de 75 000 kilomètres affecteront 140 000 autres. L'opposition acharnée de la population locale a obligé il y a un an le président de la Banque mondiale à charger une commission d'enquête neutre de soumettre à cette banque des propositions d'amélioration concernant les déplacements de population et la protection de l'environnement.

Cette commission a publié son rapport il y a trois mois. Selon une communication des organisations Déclaration de Berne et Greenpeace, les conclusions tirées par la commission sont désastreuses. Celle-ci aurait pressé la Banque mondiale d'abandonner le projet et de reconsidérer entièrement l'affaire, étant donné que jusqu'à présent, les intérêts des ingénieurs ont été bien mieux défendus que ceux de la population et que les impératifs de la protection de l'environnement.

Je demande au Conseil fédéral de dire s'il confirme l'exactitude des rapports mentionnés et s'il partage l'avis des deux organisations, et de faire savoir ce qu'il compte entreprendre pour faire entendre la voix de la Suisse au sein du conseil exécutif de la Banque mondiale, conformément aux conditions fixées dans la loi sur l'adhésion à cette banque et aux promesses faites durant la campagne ayant précédé la votation.

Plattner: Sie wissen, dass die Schweiz seit September 1992 Mitglied bei den Bretton-Woods-Institutionen ist. Die bemerkenswerten Anstrengungen von Bundesrat Stich um einen Sitz im jeweiligen Exekutivrat waren ja von grossem Interesse. Die Bevölkerung hat seine Arbeit fast so verfolgt wie jeweiligen die Tour-de-France-Reportage im Sommer. Aber nicht nur deshalb ist das Interesse der Bevölkerung an der Teilnahme der Schweiz an den Bretton-Woods-Institutionen gross. Schon bei der Volksabstimmung 1992 gab es eine ausgedehnte Diskussion, insbesondere um die Umwelt- und Sozialverträglichkeit der Politik der Weltbank.

Von Gegnern des Beitritts wurde bezweifelt, dass die Weltbank eine umwelt- und sozialverträgliche Politik bei der Vergabe ihrer Kredite verfolgen. Die Befürworter haben darauf hingewiesen, dass gemäss dem schweizerischen Beitrittsgesetz zumindest die Schweiz dazu verpflichtet sei, bei ihrer Stimmabgabe die Grundsätze und Ziele der schweizerischen Entwicklungspolitik zu berücksichtigen. Dieses Argument war im Abstimmungskampf ausserordentlich wichtig. Es hat viele grundsätzlich kritische Menschen dazu bewogen, diesem Beitritt schliesslich zuzustimmen. Das Abstimmungsergebnis war dann ja auch knapp, aber positiv. Der Bundesrat hat noch am Abend des Abstimmungssonntags versichert, dass er sich bei der Weltbank für eine sozial- und ökologisch verträgliche Politik einsetzen werde.

Warum habe ich am 21. September 1992 diese Interpellation zum Narmada-Projekt eingereicht? Dieses Projekt ist ein Testfall für die schweizerische Stimmabgabe in den Exekutivräten und wird von den Entwicklungshilfeorganisationen der Schweiz übereinstimmend als das betrachtet. Es ist deshalb wichtig, anhand dieses Beispiels nun herauszufinden, wie der Bundesrat seine Stimme einzusetzen pflegt.

Worum geht es? Es geht um den Bau eines grossen Staudammes im Westen Indiens, des Staudammes «Sardar Sarovar», hinter welchem ein See von fast der doppelten Fläche des Neuenburger Sees aufgestaut werden soll, einerseits zur Stromerzeugung und andererseits zur Bewässerung. Das Projekt erfordert – das ist seine Achillesferse – die Umsiedlung von 100 000 Menschen, die heute im Gebiet des geplanten Sees wohnen. Durch den Bau der entsprechenden Kanäle werden ferner weitere 140 000 Menschen in verschiedenem Ausmass negativ betroffen sein, z. B. wegen Aussiedlung.

Das Projekt steht unter keinem guten Stern. Der erbitterte Widerstand der Bevölkerung, die umgesiedelt werden muss und ihre Heimat verlieren wird, hat dazu geführt, dass Weltbankpräsident Preston vor zwei Jahren einen Bericht verlangt hat, den sogenannten Morse-Bericht. Dieser übt vernichtende Kritik am Projekt und an seiner Planung, an der Kontrolle der Einhaltung der Auflagen der Weltbank und am Vorgehen der Weltbank selber. Ich zitiere Ihnen aus diesem Bericht, damit Sie sehen, welcher Art und wie scharf formuliert die Kritik war:

Erstes Zitat: «Die Bedürfnisse der Ingenieure haben innerhalb der Bank weit mehr Gewicht als die Bedürfnisse der betroffenen Menschen oder der Umwelt.»

Zweites Zitat: «Es ist unverantwortlich, Empfehlungen zusammenzuflicken Es ist notwendig, das Sardar-Sarovar-Projekt im sozialen und ökologischen Zusammenhang des ganzen Narmada-Tales zu betrachten, die vom Projekt betroffenen Menschen um ihre Meinung zu fragen, sie zu informieren und mit einzubeziehen, und zwar sowohl jene im Projektbereich wie auch die Unterlieger des Flusses. Die Opposition – besonders im Ueberflutungsbereich – hat in offene Feindschaft umgeschlagen. Solange diese weiterbesteht, ist jeder Fortschritt unmöglich, ausser durch Anwendung unakzeptabler Mittel.»

Drittes Zitat: «Die ökologischen Realitäten müssen anerkannt werden, und falls das Projekt nicht in Uebereinstimmung mit ... den Menschenrechten durchgesetzt werden kann, dann sollte es nicht weitergeführt werden.»

Sie sehen, es geht also um mehr als nur um die Frage einer ökonomischen oder ökologischen Opportunität. Es geht offenbar – auch nach Ansicht der weltbankeigenen Kritiker – um Menschenrechte, um die Möglichkeit, die Rechte der betroffenen Menschen voll zu wahren. Sie müssen sich vorstellen, was in Ihren Köpfen ablaufen würde, wenn irgendeine ausländische Organisation plötzlich einen See im schweizerischen Mittelland anlegen wollte und wir einfach 100 000 Menschen aussiedeln müssten. Es stellt sich also für mich und für die Entwicklungshilfeorganisationen der Schweiz die Frage, wie sich das Neumitglied Schweiz nun verhalten wird, nachdem es sich ja zu ökologischer und sozialer Verträglichkeit als Voraussetzung für die Unterstützung der Projekte im Exekutivrat bekannt hat. Ich bin sehr gespannt auf die Antwort des Bundesrates.

Ein Wort noch zum späten Zeitpunkt der Beantwortung der Interpellation: Sie hätte ja eigentlich schon im Dezember behandelt werden müssen; aber sie wurde mit meinem Einverständnis

nis auf die Frühjahrsession verschoben, weil das Neumitglied Schweiz damals eben noch nicht zu allen Punkten abschliessend Auskunft geben konnte. Heute sollte das der Fall sein. Es wurde ja vom Bundesrat auch eine Kommission – die Kommission Nebiker – eingesetzt, die nun diese Fragen beraten hat. Ich hoffe, nun zu hören, welches die Stellung der Schweiz zu diesen Punkten ist.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je vois, chronomètre au poignet, Monsieur le Président, le temps que vous me laissez pour répondre à l'interpellant. Je ne voudrais pas que l'urgence soit décrétée aux Etats avec plus d'un quart d'heure de retard sur le Conseil national, ce serait un très mauvais signe du fonctionnement du Parlement.

Une première remarque formelle, Monsieur Plattner: le fait que vous ayez eu la grandeur d'âme d'accepter le renvoi du traitement de votre intervention de la session de décembre dernier à la présente session n'entraînera aucune conséquence dommageable et ne vous fera pas dire que votre heureuse disposition a fait prendre du retard au Conseil fédéral qui a traité sans vigilance le dossier important que vous lui soumettez, le projet Narmada. En réalité, aussi bien nos représentants permanents à la Banque mondiale que les organes intérieurs de notre administration ont encore mis à profit, comme si vous aviez développé votre interpellation en décembre déjà, les trois mois écoulés pour approfondir la question et non pas se persuader, puisqu'ils l'étaient déjà, mais pour confirmer l'importance de cette question.

Entre temps, et en ma qualité de gouverneur suisse de la Banque mondiale, j'ai reçu ici à Berne son président et ce fut l'un des thèmes essentiels que nous avons abordés.

Enfin, je voudrais insister sur le fait que la sous-commission de la Commission consultative pour la coopération internationale au développement et de l'aide humanitaire, la commission Nebiker, que le Conseil fédéral a instituée pour suivre la politique suisse dans les institutions de Bretton Woods, s'est réunie comme prévu en février dernier et a examiné à son tour la question de manière extrêmement complète et approfondie, si bien que vous pouvez avoir la garantie que votre préoccupation est prise en compte par ces différents organes et en particulier par la commission Nebiker qui établit ainsi une liaison entre le Parlement et le gouvernement.

La première question concrète que vous avez posée – Est-ce que le Conseil fédéral confirme que le rapport auquel vous vous êtes référé est un rapport correct? – me permet de vous dire que l'avis de la commission de contrôle indépendante et les propositions de solution faites dans ce domaine ont été très largement reconnues comme pertinentes par la Banque mondiale, et le Conseil fédéral s'associe à cette reconnaissance de la pertinence de ce rapport critique.

A la seconde question – Le Conseil fédéral partage-t-il l'appréciation de la Déclaration de Berne et de Greenpeace? – je réponds que nous partageons l'avis que la Banque mondiale a sans doute fait une évaluation trop optimiste des paramètres sociaux et écologiques importants qui sont contenus dans ce projet. Dès lors, ce qui est important, c'est que les mesures correctives décidées entre temps avec les autorités indiennes prennent en compte, sinon la totalité, du moins une très grande partie des recommandations de la commission de contrôle. De ce fait, nous avons, non pas la certitude – il n'y a jamais de certitude absolue dans ce domaine –, mais très largement le sentiment que ces recommandations sont réalistes et contrôlables.

La troisième question portait sur ce que le Conseil fédéral entendait faire, dans le cadre du conseil exécutif de la Banque mondiale, quant à la suite des opérations. Le Conseil fédéral a déjà fait des interventions auprès des autorités de la Banque mondiale à la fin octobre, avant même d'être membre de son conseil d'administration, et il continuera d'influencer les débats, qui ne sont certainement pas terminés, à propos du projet Narmada, afin que le contrôle systématique des mécanismes correctifs qui ont été introduits puisse réellement jouer parfaitement son rôle.

Le Conseil fédéral estime que la tâche de l'administrateur suisse est de s'employer à ce que les effets négatifs, prévisi-

bles dans les projets de développement en général, dans celui-ci en particulier, soient chaque fois recensés et éliminés déjà dans la phase de préparation. Nous ne sommes plus tout à fait dans la phase de préparation, mais dans une phase qui permet de suspendre, le cas échéant, l'aide de la Banque mondiale à la réalisation de ce projet, aide qui porte, je vous le rappelle, sur 15 pour cent du projet, donc pas sur la totalité. Si, d'aventure, ces interventions qui continuent, qui connaîtront au mois d'avril prochain encore une inspection locale de grande envergure et des contacts officiels avec le gouvernement indien, devaient nous conduire à, hélas, constater avant l'été que les moyens correctifs n'ont pas pu être réellement employés, la consigne du représentant suisse au conseil d'administration serait de s'opposer à la poursuite des travaux financés par la Banque mondiale.

Präsident: Der Interpellant ist teilweise befriedigt von der Antwort des Bundesrates. Er verlangt Diskussion. – Sie sind damit einverstanden.

Plattner: Ich möchte kurz zu den Ausführungen von Herrn Bundesrat Delamuraz Stellung nehmen.

Ich entnehme dem Bericht, den ich sehr verdanke, dass der Bundesrat offenbar mit mir und den Entwicklungshilfeorganisationen darin übereinstimmt, dass die Lage bei diesem Projekt und auch bei anderen Projekten der Weltbank nicht ganz einfach ist. Ich glaube, es ist fair zu sagen, dass die Weltbank in früheren Zeiten grosse Fehler gemacht hat. Es ist auch fair zu sagen, dass sie dabei ist, diese zu korrigieren.

Immerhin habe ich aber die wesentliche Aussage vermisst, nämlich, ob der Bundesrat zu diesem Projekt Narmada jetzt ja oder nein zu sagen gedenke. Ich gestehe dem Bundesrat zu, dass er das vielleicht noch nicht entscheiden kann, weil er zuerst abwarten will, was diese «mesures correctives» in Indien ergeben.

Ich möchte aber doch immerhin folgendes sagen: Meine persönliche Meinung – sie deckt sich mit den Entwicklungshilfeorganisationen inklusive Schweizerisches Rotes Kreuz, Caritas, Brot für alle usw. – ist, dass die Schweiz im Einklang mit vielen anderen Ländern die weitere Finanzierung dieses Projekts Narmada ablehnen muss. Dieser Meinung sind die USA, Kanada, Japan, Australien, Deutschland, Holland, Norwegen, Schweden, Dänemark, Island, und unsere Stimme könnte gerade das Zünglein an der Waage sein, welches dann schliesslich dazu führt, dass hier ein klares Zeichen gesetzt wird. Es wäre sehr betrüblich, wenn sich die Schweiz nicht dazu durchringen könnte. Ich will ganz kurz sagen, warum das so ist.

Die Kommission Nebiker hat laut Zeitungsberichten selber klar erkannt, dass Probleme existieren, dass die Vorwürfe berechtigt sind. Auch sie hofft, wie der Bundesrat, auf Verbesserungen. Die Voraussetzung dafür wäre, dass man überprüfen kann, ob Verbesserungen stattgefunden haben. Hier liegt nun das Problem, denn ein neuer weltbankinterner Bericht – der sogenannte Wapenhans-Bericht unter der Leitung des Holländers Wapenhans; der Bericht ist dank des schweizerischen Einsatzes publik geworden – zeigt, dass die Weltbank selber unfähig zur Kontrolle ihrer korrektiven Massnahmen ist. Ich zitiere auch aus diesem Bericht: «Die Methoden zur Beurteilung.... sind unzulänglich.» Der Anteil unbefriedigender Projekte steigt und ist heute bei fast 40 Prozent aller Weltbankprojekte.

«Problemprojekte bleiben Problemprojekte»: Man kann sie nicht wirklich korrigieren. Die Schwierigkeiten, die die Weltbank entdeckt, kann sie nicht selber beheben. Die Projektabklärung sei unseriös im Sinne nachhaltiger ökologischer und sozialer Entwicklung, und ganz besonders schlimm: die Weltbank habe die falsche Unternehmenskultur. Ihre Projektberichte werden offenbar – laut Wapenhans-Bericht – von vielen Weltbank-Mitarbeitern bloss als Vermarktungsinstrumente zur Sicherung der Genehmigung der Projekte eingesetzt und nicht wirklich als kritische Risikoabschätzung – von einer Umweltverträglichkeits- oder Sozialverträglichkeitsprüfung ganz zu schweigen!

Die Weltbank kann also nicht selber kontrollieren. Kann die Schweiz dann die «mesures correctives» selber kontrollieren,

Herr Bundesrat? Ich frage Sie das. Bei den Bretton-Woods-Institutionen hat die Schweiz einen völlig ungenügenden Stab, um sich selber davon überzeugen zu können, ob etwas geschehen ist oder nicht. Sie hat keine Fachleute in diesen Stäben. Der Antrag der Kommission Nebiker, dass man weitermachen solle, wenn die Bedingungen eingehalten würden, würde ja voraussetzen, dass man das weiss. Man wird diesen Antrag gar nicht erfüllen können.

Der Projektstopp ist meiner Meinung nach nötig als Paukenschlag, um die Politik der Weltbank gemäss unseren Abstimmungsversprechungen zu verbessern und ökologisch verträglich sowie sozialverträglich zu machen. Man darf nicht vergessen, dass die Weltbank einen wesentlichen Teil von Entwicklungsgeldern – nämlich gegen 30 Milliarden Schweizerfranken im Jahr – umsetzt. Es ist heute nicht mehr zulässig, dass 30 Milliarden Franken pro Jahr nicht im Sinne von nachhaltiger Entwicklung – nachhaltiger ökologischer und sozialverträglicher Entwicklung – eingesetzt werden. Wir müssen dafür sorgen, dass spätestens ab sofort nun die Nachhaltigkeit auch in der Entwicklungshilfe Einzug hält und dass es nicht um etwas anderes geht.

Ich bitte den Bundesrat auch ganz eindringlich, sich für Verbesserungen in der Struktur und Unternehmenskultur der Weltbank einzusetzen, also nicht nur in diesem einen Falle ein Zeichen zu setzen, sondern nachher auch Lehren daraus zu ziehen.

Ich empfehle dem Bundesrat die Lektüre der Empfehlungen, die zum Beispiel der Koordinator der schweizerischen Hilfswerke, Richard Gerster, nach der Lektüre des Wapenhans-Berichtes publiziert hat. Diese Empfehlungen werden dem Bundesrat zweifellos bekannt sein. Wie gesagt: Sie werden von den schweizerischen Entwicklungshilfeorganisationen unterstützt. Richard Gerster verlangt eine bessere Evaluation des wirklich nachhaltigen Entwicklungseffektes. Er verlangt die Institutionalisierung von Umwelt- und Sozialverträglichkeitsprüfungen bei den Projekten. Er verlangt vor allem eine bessere Begleitung der Projekte durch Fachleute der Weltbank – die Weltbank darf nicht einfach Geld vergeben und sich dann nachher nicht mehr darum kümmern. Gerster verlangt den Einbezug der lokalen Bevölkerung, um solche Katastrophen wie beim Narmada-Projekt zu vermeiden, und er verlangt vor allem im Sinne der marktwirtschaftlichen Motivationsförderung der Weltbank, dass die Weltbank von ihrer Betriebsrechnung her selber an ihren eigenen Fehlschlägen betriebswirtschaftlich beteiligt wird, so dass die Fehlschläge in ihren Jahresberichten, in ihren Bilanzen und Rechnungen sichtbar werden. Heute ist das nicht so. Die Weltbank kann sich beliebige Fehlschläge leisten, ohne dass das in ihrem Jahresabschluss auftaucht.

Schliesslich verlangt Herr Gerster – dem möchte ich mich vor allem anschliessen, und ich bin überzeugt, dass sich auch der Bundesrat anschliesst – mehr Transparenz. Es muss überall bekannt sein, was die Weltbank tut und wie sie es tut. Ich zitiere ein amerikanisches Sprichwort, welches heisst: «Sunlight is the best disinfectant.» Nach dieser Methode kann man sicher auch die Weltbank von den Problemen befreien, die sie heute noch hat. Ich werde jedenfalls mein Auge weiter darauf richten und mir erlauben, in absehbarer Zeit wieder einmal nachzufragen.

Im übrigen danke ich dem Bundesrat für die Antwort auf die Interpellation und erkläre ich mich für teilweise befriedigt.

Frau **Simmen**: Auch ich gehöre zu jenen Politikerinnen, die einem schweizerischen Hilfswerk für Entwicklungszusammenarbeit nahestehen und sich für den Beitritt zu den Bretton-Woods-Institutionen eingesetzt hatten, in der Meinung, es sei besser, dabeizusein und mitzureden, als abseits zu stehen und nur am Stammtisch davon zu reden. Ich fühle mich deshalb auch ganz besonders von der Entwicklung betroffen, die nun die schweizerische Mitgliedschaft in den Bretton-Woods-Institutionen nimmt.

Herr Kollege Plattner hat es gesagt: «Narmada» ist jetzt in aller Munde; es wird als Testfall betrachtet. Das ist durchaus verständlich, und trotzdem ist «Narmada» nicht der beste Testfall. Es ist so, dass die Weltbank nur zu 11 Prozent an diesem Pro-

jekt beteiligt ist, 89 Prozent sind in anderen Händen. Wir wissen schon heute, dass «Narmada» gebaut werden wird, unabhängig davon, wie die Weltbank entscheidet. Das ist die materielle Seite. Es gibt aber auch eine psychologische Seite, und selbstverständlich kommt es unter diesem Blickwinkel sehr darauf an, was die einzelnen Staaten als Mitglieder der Bretton-Woods-Institutionen beschliessen und was die Weltbank letztlich entscheiden wird.

Die grundlegende Frage scheint mir aber zu sein: Welches sind die nächsten «Narmada»-Fälle, und was tun wir, damit wir sie verhindern können? Bei etwa 1800 Projekten pro Jahr ist es schlicht nicht möglich, dass sich nicht ab und zu ein faules Ei im Korb befinden wird. Das zu verhindern ist unmöglich.

Es handelt sich also darum, die Anzahl solcher Fälle möglichst einzuschränken und Strategien zu entwickeln, die es erlauben, mit einem möglichst grossen Rendement den Einsatz wieder herauszubekommen.

Diese Strategien scheinen mir in zwei Richtungen entwickelt werden zu müssen:

1. Die Projekte müssen in ihrem überwiegenden Teil auf die ärmsten und armen Bevölkerungsschichten ausgerichtet sein; die Unterstützung der eigentlichen Basis muss also die Hauptstossrichtung sein. Bei diesen Basisprojekten hat es sich gezeigt, dass Projekte, die für und von Frauen durchgeführt werden, die weitaus besten Rendements haben. Das stammt nicht von mir, aber ich habe mich sehr gefreut, als ich es in einem Rapport der Weltbank gelesen habe. Herr Bundesrat Delamuraz freut sich offenbar auch darüber.

Es hat sich gezeigt, dass erstens einmal die Anzahl der Flops und der schlechten Durchführungen unterdurchschnittlich klein ist. Es hat sich auch gezeigt, dass die Auswirkungen sehr vielfältig sind. Wenn Frauenförderungsprogramme durchgeführt werden, sinkt die Kindersterblichkeit in den betreffenden Regionen ganz drastisch ab, und zwar innert kurzer Zeit, und als Folge der sinkenden Kindersterblichkeit nimmt auch die Kinderzahl bei den einzelnen Ehepaaren ab. Damit wird also das erreicht, was kein Geburtenkontrollprogramm je zu erreichen vermocht hat, nicht mit Zwangsmassnahmen und nicht mit Geldanreizen. Nur der Weg, sich mit der Bevölkerung, vor allem mit den Frauen, zusammenzutun, führt langfristig zum Ziel. Abgesehen davon verbessert sich durch diese Frauenprogramme auch die Mikroökonomie, die in den Entwicklungsländern wie auch bei uns das eigentliche Rückgrat der Makroökonomie darstellt.

Aus diesen Gründen hat es mich persönlich gefreut, dass die Weltbank der Meinung ist, sie wolle in Zukunft vermehrt auch Programme von und für Frauen fördern.

2. Länderstrategien: Mindestens ebensowenig wie die Projekte, die sich oft nicht einfach gestalten, müssen die Voraussetzungen, die ganze Länder mitbringen, geprüft werden. Es muss auch von schweizerischer Seite geprüft werden, ob die Länder überhaupt die Voraussetzungen haben, um die Grundlagen der schweizerischen Entwicklungspolitik, wie wir sie im Gesetz festgeschrieben haben, zu erfüllen. Letzte Woche zum Beispiel hat die Weltbank beschlossen, die Kredite an die Türkei ganz massiv zu kürzen. Sie zieht damit die Konsequenzen aus der innenpolitischen Lage in der Türkei und reagiert damit rascher, als es die Schweiz in gewissen bilateralen Verhandlungen mit Schwerpunktländern ihrer Entwicklungshilfe getan hat.

Ich möchte meiner Genugtuung Ausdruck geben, dass die Schweiz nun Mitglied der Weltbank und des Entwicklungsfonds ist und dadurch mit ihrer Argumentation nicht allein steht, sondern eine Stimme mehr im Chor all jener Länder ist, die ähnliche Ziele verfolgen wie wir und die eine analoge Auffassung von Entwicklungszusammenarbeit haben, nämlich dass Entwicklungszusammenarbeit nur sinnvoll ist, wenn sie einen nachhaltigen Effekt hat. Diese Mitgliedschaft ist auf einem Gebiet, in dem die Schweiz gleichberechtigt und gleichwertig mit anderen Staaten, seien es europäische oder ausser-europäische, zusammenarbeitet, und das ist immerhin ein gewaltiger Fortschritt.

Huber: Es ist recht seltsam, was da vor sich geht. Ich lese im Text der Interpellation von Herrn Plattner wortwörtlich die For-

mulierung, dass dieses Projekt zu den umstrittensten zähle, welche «die Weltbank gegenwärtig finanziert». Von Frau Simmen höre ich – nachdem Herr Plattner nicht den leisesten Hinweis darauf gemacht hat, dass es sich um eine untergeordnete Teilfinanzierung handelt –, dass die Weltbank an der Finanzierung mit 11 Prozent beteiligt ist. Ich stelle fest, dass schliesslich rein tatbeständlich, nach den ellenlangen Ausführungen von Herrn Plattner – Sie haben vergessen, alle Hilfswerke, die Sie hier betreut haben, auch noch abschliessend aufzuzählen –, Uebereinstimmung herrscht!

Ich möchte jetzt wissen: Stimmt das, was Sie, Herr Plattner, sagen, nämlich dass die Weltbank das finanziert? Oder stimmen die 11 Prozent von Frau Simmen? Das ist für mich für das Verständnis dieses Vorganges sehr zentral. Wenn die Situation so ist, wie Herr Plattner sie darstellt, dann würde ich doch bitten, dass er denjenigen, der am meisten für den Beitritt zur Weltbank getan hat – auch nach meiner Meinung in verdankenswerter Weise –, nämlich Bundesrat Stich, durch seine Leute, statt sie nach Tadschikistan und in andere Länder zu schicken, einen Augenschein an diesen unzähligen, unerhört falschen Projekten vornehmen lässt, die die Weltbank in der Vergangenheit, der Gegenwart, der Zukunft und in alle Ewigkeit finanziert hat oder finanzieren wird.

Ich habe nichts dagegen, wenn man sich kritisch mit laufenden Geschäften beschäftigt. Aber ich habe eine Auffassung darüber, wie die Aufgabenteilung in diesem Rat in diesen Fragen zu erfolgen hat. Ich persönlich halte mich daran, Herr Kollege Onken. Ja, ich spreche Sie ausdrücklich an, weil ich der Meinung bin, dass die Sache statt durch diese Interpellation durch eine einfache Anfrage bei der Geschäftsprüfungskommission – und ich habe Sie in Ihrer Eigenschaft als Mitglied der Geschäftsprüfungskommission angesprochen – hätte erledigt werden können. Denn ich hege die naive Auffassung, dass die Geschäftsprüfungskommission – nachdem es sich um eine gesetzliche Verpflichtung handelt, wie Herr Plattner zutreffend ausgeführt hat – die ökologischen und sozialen Folgewirkungen zu beachten und deren Effekt zu überprüfen hat. Dann könnte man vielleicht andere Prüfungen auf die Seite legen und sich besonders jenen zuwenden, die offenbar von einer derart eminenten staatspolitischen Bedeutung sind, wie man es heute morgen im Zusammenhang mit dieser Interpellation und mit diesem Grossbauvorhaben getan hat.

Ich habe Verständnis dafür, dass man in bezug auf den Massstab, den man bei der Weltbank anlegt, kritisch ist. Ich habe auch Verständnis, wenn man argumentiert, der Weltbank fehlen – selbstverständlich im Gegensatz zu den Hilfswerken – die geeigneten Persönlichkeiten sowohl in politischer als auch in technischer Beziehung, und daher werde das Geld einfach vergeben. Für diese Kritik, so pauschal, so einfach und so undifferenziert sie ist, habe ich nur aus Gründen der politischen Auseinandersetzung Verständnis.

Vor dem einen möchte ich mich aber abgesichert haben, nämlich dass wir notwendige Investitionen nicht machen, weil damit «Schlachtfelder» aufgetan werden, die dann an der Heimatfront ihre politische Wirkung entfalten. Kommen Sie dann in so und so vielen Jahren nicht damit, dass es den Menschen dort unten und dort hinten immer noch sehr, sehr schlecht-gehe und dass die entsprechenden Investitionen, die der Westen oder die Länder des Nordens hätten tätigen können, unterblieben seien!

Ich würde mich – dies im Sinne einer ganz kleinen Fussnote – auch noch dafür interessieren, wer denn Mitglied der Kommission Nebiker ist. Herr Nebiker ist der Chef; aber die Mitglieder der Kommission Nebiker sind – sonst wäre sie falsch zusammengesetzt – diejenigen, die Herrn Plattner gebeten haben, das Anliegen mit einer Interpellation vorzutragen. Wenn das so ist, dann muss ich sagen: Es sind der Kontrollen sehr viele, und in den Zeiten der Deregulierung bei uns beginnen wir regulierend bei anderen zu wirken.

M. Coutau: Je peux répondre à notre éminent collègue, M. Huber, que je suis membre de cette commission et également de la sous-commission qui a examiné plus directement le projet dont nous parlons aujourd'hui.

Nous avons consacré une journée entière à cette affaire, et nous avons fait venir des experts de diverses origines. C'est la raison pour laquelle le rapport que nous avons fourni est un rapport, comme le conseiller fédéral l'a dit tout à l'heure, qui n'est pas inspiré unilatéralement par les opposants à ce projet. Il demande au contraire au Conseil fédéral de vérifier un certain nombre de données de façon à ce que le représentant suisse au conseil d'administration de la Banque mondiale puisse prendre des décisions le moment venu, en toute connaissance de cause et conformément à l'application de la loi suisse sur l'aide au développement.

Je voulais préciser que cette commission Nebiker n'est absolument pas composée de façon unilatérale et que le climat qui y règne est un climat de compréhension, de confiance et non pas de dogmatisme et d'exclusive.

Plattner: Ich möchte Herrn Huber einige der von ihm verlangten Auskünfte geben. Einleitend muss ich folgendes sagen: Im Grossen Rat in Basel habe ich gelernt, dass ein Regierungsrat, wenn man ihm unten auf die Füsse steht, oben schreit. Dass das auch bei alt Regierungsräten noch so heftig ist, habe ich aber nicht erwartet. Im übrigen verstehe ich gar nicht, wo ich ihm auf die Füsse getreten bin; allenfalls seinerzeit in Kaiseraugst. Ich sehe aber keinen Zusammenhang mit den zur Diskussion stehender Problemen.

Die ursprünglichen Projektkosten, Herr Kollege Huber, waren 3 Milliarden Dollar. Wieviel sie heute ausmachen, weiss niemand; das ist unklar. Es ist auch in Indien nicht anders als bei uns: Die Sachen werden teurer.

Die Weltbank hat ursprünglich 450 Millionen Dollar bewilligt; das wären also 15 Prozent der Gesamtkosten. Wieviel von dem, was gebaut wird, die Weltbank finanziert hat, ist sehr schwierig zu sagen, weil die Restfinanzierung bisher nicht zustande gekommen ist. Die Hauptfinanzierung – ein Teil läuft über die International Development Agency (IDA); ich bin nicht orientiert, wieviel diese schon bezahlt hat – müsste aus Indien selber kommen, und es sollte auch privat finanziert werden. Es waren Geldaufnahmen geplant, doch sind diese «ins Wasser gefallen», weil in Indien niemand Geld in dieses Projekt stecken will. Diese Zahl von 11 oder 15 Prozent ist richtig, wenn man sie am ursprünglichen Projekt misst; nicht richtig ist sie, wenn man sie an den bisher ausgegebenen Geldern misst. Bisher wurden nach meiner Kenntnis 700 Millionen Dollar ausgegeben, 450 Millionen davon von der Weltbank. Dass ich in meinem Text nur «finanziert» statt «mitfinanziert» geschrieben habe, ist zugegebenermassen eine Unterlassung; aber so weit von der Wahrheit entfernt ist die Sache nicht.

Zum zweiten Punkt möchte ich klarlegen, dass ich mir nicht unterstellen lasse, wer oder was mich politisch motiviert. Ich weiss selber, warum ich das gemacht habe: Ich habe diese Interpellation aufgrund von Presseberichten eingereicht, ohne dass mich eine dieser vielen Entwicklungshilfeorganisationen auch nur angerufen oder angeschrieben hätte. Selbstverständlich habe ich nachher aufgrund der Presseberichte über meine Interpellation Kontakt mit den Entwicklungshilfeorganisationen bekommen. Ich weise also diesen Vorwurf zurück, wobei ich gleich noch anfüge, dass ich nicht begreife, was daran falsch wäre, wenn man sich von Organisationen motivieren liesse. Ich denke, viele in diesem Rat tun das auch, mit eingeschlossen Herr Kollege alt Regierungsrat Huber.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je rappelle tout d'abord, parce qu'on n'en a peut-être pas parlé suffisamment, que le projet dont il est question devrait permettre d'irriguer deux millions d'hectares au Gujerat et vingt mille au Rajasthan, dans l'une des régions de l'Inde les plus pauvres et les plus atteintes par la sécheresse. Le projet devrait concourir à nourrir vingt millions de personnes, à assurer l'eau potable à trente millions de personnes, à approvisionner l'agriculture et l'industrie en électricité, ainsi qu'à éviter les inondations périodiques qui se produisent dans la partie inférieure du fleuve.

La Banque mondiale finance le 15 pour cent du projet devisé à trois milliards de dollars. S'il devait y avoir, en cas de poursuite de l'aide, un dépassement de ces trois milliards de dollars, aucune décision n'est prise quant à augmenter cette somme. Ce

n'est pas 15 pour cent en forfait, c'est 15 pour cent de trois milliards de dollars. Telles sont les décisions claires et nettes de la Banque mondiale. S'il doit y avoir dépassement, la Banque mondiale entrera peut-être en matière, mais ses décisions ne sont aucunement prises aujourd'hui. C'est le premier point.

Le second point est que le rapport de la commission Morse a été bien reçu à la Banque mondiale. Les erreurs que ce rapport a mises en lumière en quelque sorte, soit dans le cadre de la planification, soit dans le cadre de l'exécution de ce projet, ont été reconnues, d'où les mesures correctrices que le gouvernement indien, pour sa part, appuie.

Nous en sommes à la première phase de l'application de ces corrections. La Banque mondiale a ajouté d'ailleurs à sa documentation un rapport Wapenhans qui ajoute des vues critiques à ce rapport de la commission Morse. Elle développe actuellement toute une série de contrôles et de réflexions qui doivent pouvoir s'assurer que les projets se préparent d'une manière correcte et approfondie avant que des décisions ne soient prises.

C'est là, Monsieur Plattner, que je réponds à une question que vous posez, à savoir que la Suisse sait bien qu'aujourd'hui déjà un certain nombre d'Etats prennent des positions sinon hostiles, en tout cas réservées maintenant à l'égard de ce rapport. La Suisse doit pouvoir agir d'une manière autonome et intellectuellement honnête.

Elle n'a donc pas à suivre la mode ou les exemples qui peuvent foisonner autour d'elle, elle a sa propre capacité de décision, j'y insiste. Intellectuellement honnête, cela implique que nous procédions aussi avec nos moyens aux contrôles qui s'imposent. C'est dans ce cadre-là que l'administrateur suisse, avec les rapports de renseignements qu'il reçoit sur place des informateurs suisses, devra pouvoir conduire la délégation suisse à faire des propositions au Conseil fédéral quant à la position finale que celui-ci devra prendre à la séance décisive du conseil d'administration de la Banque mondiale, qui aura lieu au mois de juin prochain. D'ici là, nous ne devons pas nous bercer d'espoirs ou rêver de contributions diverses, nous devons accomplir notre travail d'une manière pleine et entière.

Troisième réflexion, il est incontestable qu'un certain nombre de pays et d'organisations internationales, et même des organisations interétatiques, notamment, sont parfois dépassés par l'immensité des projets auxquels ils s'attachent et que les composantes non économiques – sociales, parfois politiques, et écologiques – ne sont pas toujours très bien appréhendées. Mais je trouverais injuste de se livrer en quelque sorte à un procès unilatéral de la Banque mondiale, jugée comme le pestiféré du monde, comme n'ayant rien accompli; si son travail n'est pas irréprochable – ces deux rapports le démontrent –, je suis d'avis qu'elle est capable de se corriger et d'utiliser à l'avenir des méthodes parfaitement satisfaisantes.

Au reste, je remarque que plusieurs autres organisations internationales échappent actuellement – actualité oblige – à l'éclairage de ladite actualité, dont je ne suis pas sûr qu'elles utilisent maintenant déjà, nécessairement des méthodes supérieures à celles qu'avait utilisées la Banque mondiale. Nous devons faire honnêtement notre propre procès, et nous devons contribuer de manière constructive à l'amélioration des méthodes, à la Banque mondiale, mais aussi dans d'autres institutions, plutôt que de les vouer aux gémonies unilatéralement.

C'est dans cet esprit de reconstruction et de volonté reconstructrice que nous travaillons, étant bien entendu que je partage tout à fait votre affirmation selon laquelle une plus grande transparence est nécessaire à l'accomplissement de ces projets. Je suis partisan du «sunlight» dont vous parlez, même si j'ai choisi «Palmolive».

Enfin, pour répondre à M. Huber, je voudrais dire que la commission Nebiker comprend, outre son illustrissime membre M. Coutau, ici présent, des représentants non parlementaires et parlementaires ou d'anciens parlementaires, des représentants des milieux investisseurs et industriels, des milieux tiers-mondistes de la Déclaration de Berne, des banques, mais aussi de Nestlé, par exemple, et que, comme l'a excellemment dit M. Coutau, il s'y accomplit un travail équilibré, objectif, ouvert, grâce à la bonne composition de cette commission. Je souhaite vivement qu'elle puisse, en quelque sorte, jouer le

rôle que le Conseil fédéral lui-même voulait qu'elle jouât, un rôle d'intermédiaire entre vous, les membres des commissions extraparlimentaires, le pays tout entier et le Conseil fédéral, dans la conduite de sa politique et de ses projets dans le cadre de la Banque mondiale.

93.010

Arbeitslosenversicherung. Massnahmen

Assurance-chômage. Mesures

Dringlichkeitsklausel – Clause d'urgence

Siehe Seite 110 hiervor – Voir page 110 ci-devant
Beschluss des Nationalrates vom 18. März 1993
Décision du Conseil national du 18 mars 1993

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Dringlichkeitsklausel

40 Stimmen
(Einstimmigkeit)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise*

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben des parlamentarischen Vorstosses
gemäss Seite 1 der Botschaft
Proposition du Conseil fédéral
Classer l'intervention parlementaire
selon la page 1 du message

Angenommen – Adopté

An den Nationalrat – Au Conseil national

93.400

Parlamentarische Initiative (WAK NR)

Beiträge zur Förderung der öffentliche Investitionen

Initiative parlementaire (CER CN)

Octroi de contributions visant à encourager les investissements publics

Dringlichkeitsklausel – Clause d'urgence

Siehe Seite 174 hiervor – Voir page 174 ci-devant
Beschluss des Nationalrates vom 18. März 1993
Décision du Conseil national du 18 mars 1993

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Dringlichkeitsklausel
Dagegen

29 Stimmen
8 Stimmen

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise*

An den Nationalrat – Au Conseil national